

« La création artistique : paysage en voie de disparition »

Nous sommes un collectif de personnes installées en Lorraine préoccupés par la situation actuelle et l'avenir de la vie artistique, dans le domaine du spectacle vivant, des arts visuels et audio-visuels, de la littérature...qui s'inquiète et fait appel à la mobilisation des citoyens et des élus.

Nous aimons l'art, sous toutes ses formes et en ses diverses disciplines. Certains d'entre nous pratiquent, d'autres non. Ce que nous souhaitons, c'est partager poétiquement le monde. L'art est une voie qui permet l'émancipation, la critique, l'ouverture, une voie fondée sur la conviction de penser et d'agir pour le bien commun, aujourd'hui et dans le futur. Les artistes n'œuvrent pas dans le registre de la société de consommation, ne fabriquent pas du divertissement, ne cherchent pas à « plaire ». Ils ne chiffrent pas leur travail au nombre d'entrées, ni ne sacrifient leurs intuitions aux principes de rentabilité. Mais les artistes sont exigeants, forcément techniciens et gestionnaires responsables de l'utilisation des moyens publics, souhaitant les meilleures conditions à la pratique professionnelle et à sa diffusion la plus large possible.

La création artistique telle qu'elle existe n'est jamais acquise : précarité constante, travail in-quantifiable, réinvention permanente et nécessaire des outils capables de provoquer la rencontre avec les citoyens... Sa crédibilité suppose un engagement total de l'artiste et de ses partenaires.

La création artistique telle que nous la souhaitons s'inscrit dans le processus de décentralisation des arts et de la culture et dans l'éducation populaire. Elle implique une conscience volontariste, collective et républicaine du service public. La France, qui a historiquement travaillé à reconnaître et penser, dans ses institutions et son organisation sociale, le rôle et la place de l'art et de l'artiste, est aujourd'hui proche d'un renoncement tragique au soutien à la création artistique et à sa pérennité.

La crise économique est un prétexte qui, depuis 30 ans, grignote progressivement les différents services publics mis en place au sortir de la 2^{de} guerre mondiale guidés en cela par l'esprit du Conseil National de Résistance. Nous assistons à la négation d'une certaine idée de la société, de ce qui fait la vie en commun, de ce qui grandit l'homme et l'aide à trouver une voie d'émancipation. La remise en cause sans précédent d'un formidable système de décentralisation culturelle, de démocratisation de l'art où chaque citoyen pouvait fréquenter les œuvres rajoute une nouvelle paupérisation à une situation déjà attaquée de toute part (attaque contre les annexes 8 et 10 du régime d'assurance chômage concernant les professions artistiques et techniques du spectacle vivant). La diminution constante, variable selon les territoires, des crédits alloués à la création artistique, le flou immense relatif à la réforme territoriale et la répartition de compétence culturelle ainsi que le désengagement progressif du Ministère de la Culture, ne garantissent plus ni l'équité nationale ni le maintien des moyens nécessaires à l'activité artistique de création, dont son indépendance.

Alors que l'impératif de rentabilité économique se présente de plus en plus comme critère dominant d'appréciation (ou d'évaluation) de l'art, un discours trop partagé suggère que l'art doit « répondre à la demande » supposée du public, véhiculant par là même une conception méprisante d'un « public » qui serait en demande d'œuvres consensuelles et divertissantes. Les plus grandes confusions s'installent alors entre action culturelle, éducative, sociale ou socio-culturelle, pratique amateur et création artistique, entre art et culture, répertoire et patrimoine, culture, communication et numérique, populaire et populiste, etc... On assiste à un phénomène malheureusement étendu à d'autres secteurs d'activité, celui de la disparition de la création indépendante, impliquant la disparition de certains métiers, faute de pratique, de lieux de diffusion, de commande publique.

Nous en appelons à la responsabilité des élus de la République, du local au national pour mettre en œuvre une politique en faveur des pratiques artistiques et du maintien des acquis historiques de ce secteur et de leur adaptation à l'évolution des territoires régionaux. Nous appelons l'ensemble des citoyens concernés, artistes ou non, à en débattre lors des prochaines rencontres proposées par différentes organisations syndicales ou professionnelles, dans la perspective d'actions adaptées. (1)

Votre soutien à cet appel peut se concrétiser par l'ajout de votre signature à cet appel par mail à l'adresse suivante : appeldu20janvier2015@gmail.com

- (1) **Prochain rendez-vous public : le mardi 20 janvier à 18h30, au CCAM de Vandœuvre, dans le cadre d'un rencontre intersyndicale et interprofessionnelle du Grand-Est (Lorraine, Champagne-Ardenne , Alsace, Franche Comté, Bourgogne).**